

Résolution « Législatives 2017, voter pour les droits et les libertés »

Résolution adoptée par le 89ème congrès de la LDH, Grenoble – 3, 4 et 5 Juin 2017

Les élections législatives à venir sont essentielles car elles définiront une majorité en charge de la politique de la nation. C'est, en effet, au prochain gouvernement qu'il appartiendra de définir et d'appliquer ce qui façonnera la vie de la France durant les cinq prochaines années.

La LDH entend ici rappeler ce qui, selon elle, doit éclairer le choix des électrices et des électeurs.

Bien que largement battues, les idées de l'extrême droite ont été présentes, pour la deuxième fois de ce siècle, au second tour. Ceci a été facilité par l'adhésion plus ou moins avérée d'une partie des partis politiques dits « républicains » aux thématiques du Front national, qui s'est vu ainsi conférer une forme de crédibilité qu'il n'aurait jamais dû obtenir.

Notre refus de considérer qu'un dialogue est possible avec le Front national et son idéologie reste absolu. Aucune voix ne doit se porter sur les candidat-e-s de ce parti mais aussi sur tou-te-s les candidat-e-s qui véhiculent les mêmes thématiques, sous couvert d'une autre investiture.

Les 10,6 millions d'électeurs et d'électrices qui ont apporté leurs voix à cette organisation témoignent de l'incapacité des partis politiques, anciens comme nouveaux, de répondre aux aspirations et aux inquiétudes de beaucoup d'entre nous.

Y répondre est une nécessité si nous voulons une société plus libre, plus solidaire, ainsi qu'une démocratie plus forte.

Nos institutions étouffent la vie démocratique et doivent être profondément réformées. L'accession aux responsabilités politiques et la parité dans leur exercice doivent conduire à mettre fin au cumul et à la répétition sans fin des mandats. Le rôle délibératif du Parlement doit être rétabli et l'autorité judiciaire, gardienne des libertés, doit retrouver le plein exercice de ses compétences. La composition, le mode de nomination et de fonctionnement des contre-pouvoirs et les instances de contrôle doivent échapper aux intérêts partisans.

La protection des libertés individuelles et collectives est un impératif démocratique. Les politiques menées en ce domaine depuis bientôt quarante ans, le renforcement, sans contrôle réel, des pouvoirs de l'Etat, la perpétuation annoncée de l'état d'urgence et l'inscription dans la loi d'un droit de plus en plus d'exception bouleversent jusqu'au fondement de l'Etat de droit, sans pour autant faire preuve d'une plus grande efficacité dans la lutte contre le terrorisme.

Les migrants et les réfugiés n'ont pas à supporter les conséquences de la démagogie de certains et

de la peur des autres. Accueillir les réfugiés est un devoir d'humanité. Cesser de persécuter celles et ceux qui leur apportent aide et assistance et adopter une politique d'accueil des migrants sont une nécessité, non seulement en France mais aussi en Europe.

Le chômage n'est pas la conséquence des droits sociaux reconnus, après de nombreuses luttes, aux salariés. Si une réforme doit être faite, elle ne peut faire l'économie du dialogue social, elle ne peut passer par la diminution des garanties sociales existantes et par la précarisation croissante du travail, singulièrement dans les secteurs dits de nouvelle économie.

Reconnaître l'égalité des droits pour tous, c'est lutter contre toutes les formes de discrimination et de racisme. C'est notamment refuser de stigmatiser, dans le discours public comme dans les pratiques quotidiennes, une partie de la population en raison de sa confession ou de son origine. C'est réaffirmer une laïcité qui n'a pas besoin d'adjectif mais qui s'applique aux institutions de la République et non aux hommes et aux femmes qui y vivent. L'égalité des droits, c'est aussi répondre aux besoins de tous les territoires de bénéficier des mêmes services publics et des mêmes moyens.

Enfin, notre pays doit s'interroger sur l'Europe qu'il veut. Celle-ci ne représente plus l'espoir qu'elle a porté parce qu'elle dénie une réelle citoyenneté aux peuples qui y adhèrent, et parce qu'elle n'a cessé de privilégier un libéralisme qui ignore les droits économiques et sociaux. L'Europe doit bénéficier d'institutions réellement démocratiques et retrouver son rôle au service des hommes et des femmes de ce continent.

C'est en ayant à l'esprit ces principes et ces préoccupations que nous appelons les électrices et les électeurs à se déterminer. Ils, elles, détiennent entre leurs mains le pouvoir de faire changer les choses et d'imposer leur volonté d'une société plus libre, plus égale, et plus fraternelle.

Résolution adoptée à l'unanimité moins 27 abstentions